

# Un peu de Décen

PAR MARCELLO MALENTACCHI

**LES GOUVERNEMENTS DU MONDE** ENTIER N'ONT PROBABLEMENT PAR D'AUTRE CHOIX QUE DE VENIR AU SECOURS D'UN SYSTÈME FINANCIER CORROMPU QUI EST À L'ORIGINE DU KRACH FINANCIER QUE NOUS PAYONS AUJOURD'HUI. MAIS CE SAUVETAGE A UN COÛT ÉNORME POUR LES TRAVAILLEURS.

Des millions d'emplois industriels et de service ont été détruits au cours des derniers mois, la plupart occupés par des jeunes et des femmes des catégories les plus vulnérables de la population active, c'est-à-dire les contrats à courte durée, les temps partiels ou toutes autres formes de travail précaire.

Bien que ce soit incontestable, est-il encore utile de dire que ce qui s'est passé était prévisible et aurait pu être évité ? Partout, et surtout à l'échelon international, les syndicats avaient averti qu'une spéculation débridée causerait la perte du système financier. Nous avions clamé qu'un contrôle était nécessaire de la part des gouvernements et parlements nationaux, de même que des règles de gouvernance convenues et appliquées par des institutions internationales démocratiques.

Il est scandaleux de voir qu'il n'a fallu que quelques semaines à des gouvernements de pays riches pour trouver plus de 2.000.000.000.000 \$ (vous avez bien lu, deux mille milliards de dollars) pour renflouer des banques, des compagnies d'assurances et autres institutions financières au bord de la faillite, quand on sait qu'il y a dix ans, lorsque les Nations unies demandèrent le dixième de ce montant pour réduire de moitié la pauvreté dans le monde, pratiquement personne n'avait remué le petit doigt pour réunir cette somme.

L'économie de marché reposant sur la spéculation et les mouvements de capitaux incontrôlés n'est pas la

solution aux problèmes que nous connaissons aujourd'hui. Nous le savons parfaitement, et c'est pourquoi ce renflouage ne règlera rien si les mesures prises par les gouvernements américain, européens et japonais ne le sont pas sous la condition d'une intervention directe de l'État. Si les pouvoirs publics ne reprennent pas les choses en mains, ce prétendu sauvetage ne fera qu'alimenter une nouvelle vague de spéculation.

Par ailleurs, au-delà de la crise des institutions financières, ce qu'il faut, ce sont de nouvelles politiques industrielles pour remettre les économies en marche, des politiques dont la priorité sera de créer des emplois durables.

Le monde a besoin d'un système financier bancaire qui soit un moteur de progrès et favorise le développement d'un système économique stable et durable. Les banques et les compagnies d'assurances doivent être assujetties à des règles qui répondent, non à des codes de conduite volontaires vagues, ambigus et qui ne servent que les intérêts de ceux qui les édictent, mais à des lois et des règles internationales reconnues par tous les gouvernements.

Mais surtout, la crise actuelle devrait être la sonnette d'alarme qui nous oblige à repenser nos modèles économiques et sociaux. Il faut une refonte de l'agenda de l'organisation économique et sociale dont la priorité sera d'offrir plus de sécurité aux travailleurs et de remettre à

l'honneur les principes d'humanité et de solidarité. La mesure du succès des politiques adoptées aujourd'hui réside dans des actions qui généreront des emplois stables et favoriseront la redistribution des richesses plutôt que de permettre un retour à la volatilité des marchés et à la recherche du profit à court terme.

Dans un monde civilisé, tout le monde devrait avoir accès à un emploi qui lui convient dans une économie axée sur la production de richesses et qui offre des opportunités d'épanouissement de soi et d'autonomie. Tels sont les objectifs fondamentaux du système économique, social et politique d'une société moderne.

La crise actuelle est le résultat de la spéculation et des mouvements de capitaux dans le réseaux des bourses du monde entier. Or, la richesse des peuples ne peut reposer que sur la production de biens et de services.

Les sommes d'argent gigantesques que les gouvernements ont décidé de consacrer au sauvetage des institutions financières doivent venir de quelque part. Certains pourraient



© M. RIMANDO/ILO

# ce, pour changer

croire que ces fonds dorment dans les coffres des banques centrales et peuvent être mis à disposition dès que la décision est prise. Les choses ne sont pas aussi simples.

L'équivalent de 2.000 milliards de dollars doit être généré par un ajout de valeur de l'appareil de production. Ce n'est qu'alors qu'il pourra être distribué aux institutions financières avant d'être mis à disposition, par le biais du système, des entreprises et des particuliers. Ce que les gouvernements sont disposés à faire, est donner leur caution pour garantir les dettes contractées ultérieurement par les banques.

Autrement dit, les générations futures vont devoir créer davantage de valeur ajoutée pour rembourser les dettes accumulées aujourd'hui par les décideurs.

Ce que notre génération laissera en héritage ne sera pas uniquement une incapacité à offrir de meilleures conditions à nos enfants et petits-enfants, mais aussi le fardeau d'une dette plus importante résultant de la crise financière actuelle.



Notre société est fondée sur la consommation. Le paradoxe est que nous ne pouvons pas consommer si nous ne produisons pas et, si nous ne produisons pas, nous ne pouvons pas consommer non plus.

Rien de cela n'indique une régression vers le modèle d'économie rurale ou les modèles primitifs d'économie basée sur les échanges de biens.

Mais le moment est venu de faire table rase et de réfléchir à la manière d'enraciner et de renforcer les valeurs fondamentales sur lesquelles nous croyons que notre société doit reposer.

Le système du capital privé a montré ses limites. Ce n'est pas, à l'évidence, le modèle qui convient pour remédier aux énormes problèmes d'un monde confronté à la pauvreté, à une hygiène et des soins de santé insuffisants, à l'ignorance et au manque d'instruction, au changement climatique et à la pénurie d'eau, à la migration et à l'esclavage moderne, au fléau de la misère qui frappe des millions de personnes partout dans le monde, mais surtout en Afrique. Tous ces problèmes et beaucoup d'autres restent sans solution malgré la promesse que la mondialisation de l'économie entraînée par les économies de marché libre allait apporter la réponse.

On a dit que le marché pouvait très bien se gérer seul. Aucune forme d'intervention ou de contrôle de l'État n'était nécessaire. Aujourd'hui, nous voyons les conséquences d'une libéralisation téméraire de l'économie prônée au départ par Reagan et Thatcher puis reprise par d'autres, y compris bon nombre de partis et gouvernements progressistes et social-démocraties.

Il faut changer de cap. Nous pourrions commencer par rechercher une distribution plus équitable des richesses de la planète. Sur ce point, le mouvement syndical, qu'il soit national, régional ou mondial, a un



grand rôle à jouer. Par le biais de la négociation collective, nous pouvons commencer à renouer le dialogue qui conduit à l'équité, à la rétribution et à la justice pour les laissés-pour-compte de la course au replâtrage de l'édifice fissuré de la mondialisation.

La crise peut être surmontée et on peut revenir à un peu plus de décence, mais ce ne sera possible qu'à condition de donner la parole à ceux qui travaillent. Cela implique de faire en sorte que le droit de s'organiser et le droit de négocier soient les pierres angulaires d'un nouvel ordre économique et social qui nous donne les moyens de veiller à ne plus jamais devenir les otages de marchands rusés et à la probité douteuse.

**Marcello Malentacchi** est le Secrétaire général de la Fédération internationale des organisations de travailleurs de la métallurgie.